

SERVICE COMMUN - SERVICES TECHNIQUES

Convention constitutive du service commun entre La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Commune de GRASSE

ENTRE LES SOUSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2022_XXX du conseil communautaire prise en date du 15 décembre 2022, visée en Préfecture de Nice

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

ET

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Madame Valérie COPIN, agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n° prise en date du 06 décembre 2022, visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la Commune** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-4-2 et D 5211-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022_086 instituant le pacte de gouvernance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment les principes et les perspectives de mutualisation ;

Vu la délibération n° DL2022_123 du 30 juin 2022 portant sur la mise à disposition d'une partie des services techniques entre la commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° 2022_XXX, du conseil communautaire prise en date du 15 décembre 2022 ;

Vu la délibération n° XXXX du conseil municipal prise en date du 06 décembre 2022 ;

Vu l'avis du comité technique de la Commune de Grasse en date du 29 novembre 2022 ;

Vu l'avis du comité technique de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en date du 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la fiche d'impact décrivant les effets sur l'organisation et les conditions de travail pour les agents du Service Commun Direction générale des Services Techniques de la CAPG mis en commun annexée à la présente convention ;

PREAMBULE

Dans le cadre du pacte de gouvernance, la CAPG et ses communes membres se sont engagées dans une démarche de développement des mutualisations de services dont l'objectif est d'étendre des pratiques partagées plus collaboratives et efficaces entre les services communaux et communautaires ;

Une des orientations inscrites dans ce pacte, a été d'amorcer une nouvelle étape structurante de mutualisation, en mettant en commun les équipes de services techniques de la commune de Grasse et la CAPG. L'objectif étant de disposer de moyens communs optimisés entre les deux entités, dont les résultats attendus sont la réalisation d'économies d'échelles, l'optimisation des ressources, des moyens et une cohérence d'ensemble d'intervention notamment sur des compétences partagées.

A l'issue des travaux démarrés en 2021 et aux termes du processus de concertation, il a été décidé de créer un service commun entre la CAPG et la commune de Grasse portant sur certains secteurs d'activités fléchés sur une partie de la Direction Bâtiments, de la Direction Voiries, réseaux et domaine public et de la Direction Etudes et grands projets.

Conformément à l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention doit être formalisée afin de fixer les modalités de création et fonctionnement de ce service commun, notamment, régler les effets sur la situation des agents, la gestion du service, les modalités de remboursement ainsi que les conditions de suivis desdits services.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir le service mis en commun et décrire les effets de sa création sur les conditions de travail des agents qui y sont intégrés conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre du service commun, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité du service et traite les aspects financiers de cette création.

ARTICLE 2 : PERIMETRE ET MISSIONS DU SERVICE COMMUN

Après avoir recueilli les avis des instances consultatives de la CAPG et de la commune de Grasse, par la présente convention, les parties décident de créer un service commun des services techniques, placé auprès de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ce service sera composé des fonctionnaires et agents contractuels de chacune des parties à la convention qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service ou partie du service mis en commun.

2.1 Périmètre

La CAPG et la Commune de Grasse décident de mettre en commun les services techniques suivants :

- La Direction générale des services techniques
- La Direction Bâtiments dont les Services Travaux bâtiments, Sécurité incendie et Ateliers bâtiments
- La Direction Voirie, réseaux et domaine public dont les Services Travaux infrastructures, Travaux réseaux humides et DECI
- La Direction Etudes et grands projets

2.2 Missions mutualisées

Le service commun services techniques est notamment chargé des missions suivantes :

- La Direction générale des services techniques est chargée de la coordination et de l'animation de l'ensemble des services techniques mais également du pilotage de tous les projets techniques. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Participation à la définition des orientations stratégiques de la collectivité et du territoire,
 - Supervision de l'ensemble des opérations d'investissement des équipements publics dont les projets de construction
 - Mise en œuvre des optimisations pour optimiser les dépenses d'investissement et réduire les dépenses de fonctionnement
 - Maintien des conditions optimales d'utilisation des patrimoines de la collectivité.
- La Direction Bâtiments est chargée de la construction, de l'entretien et de la gestion technique des bâtiments publics. Elle assure par ailleurs la pérennité du patrimoine bâti et veille à offrir des conditions optimales d'utilisation du patrimoine bâti. Enfin, elle est le garant de la sécurité des occupants et des usagers vis-à-vis de l'ensemble des risques (sécurité incendie, risques industriels, sûreté, risques sanitaires). Ses principales missions sont les suivantes :
 - Pilotage d'opérations de constructions et de réhabilitation de bâtiments
 - Gestion de l'entretien, maintenance des bâtiments
 - Prise en compte de la sécurité, de la solidité, de la sûreté et de la transition énergétique dans les bâtiments

Il est à ajouter que cette direction assure l'encadrement du Service Entretien des locaux. Cependant, est exclu du périmètre les agents réalisant les missions d'entretien des locaux/bâtiment.

- La Direction Voirie, réseaux et domaine public est en chargée de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier et des réseaux humides mais également de la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art, des tunnels et des murs de soutènement. Elle garantit la sécurité des agents et des usagers de la route et veille à la maintenance de la signalétique. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Élaboration du programme d'entretien
 - Planification et programmation des opérations de voirie et de réseaux humides

- Exploitation du réseau en relation avec les autres gestionnaires et les concessionnaires
- Gestion du patrimoine d'ouvrages d'art, des tunnels et des murs de soutènement

Il convient de préciser que le Service de gestion du domaine public est exclu du périmètre du service commun.

- Les Direction études et grands projets est chargée de la production graphique, des études préalables, des opérations importantes de rénovation de bâtiments et/ou d'espaces publics et de la modernisation de la DGST. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Relève des bâtiments et espaces publics
 - Conservation, mise à jour et mise à disposition des plans et des éléments topographiques des bâtiments et des espaces publics
 - Conception et formalisation des études préalables : contraintes urbanistiques, faisabilité (scenarii d'organisation fonctionnelle et spatiale)
 - Dépôt et suivi des dossiers d'autorisations administratives
 - Pilotage des opérations importantes en matière d'extension, de restructuration et de réhabilitation des bâtiments départementaux
 - Modernisation numérique de la Direction générale des services techniques

2.3 Composition

Le service commun compte, au jour de sa création, 57 agents, décomposé comme suit :

- Pour la direction générale des services techniques :
 - ✓ Pas d'agent de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
 - ✓ 3 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun
- Pour les bâtiments dont les ateliers :
 - ✓ 11 agents de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
 - ✓ 31 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
- Pour la voirie-réseaux humides :
 - ✓ 2 agents de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
 - ✓ 5 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun
- Pour les études et grands projets :
 - ✓ Pas d'agent de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
 - ✓ 5 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun

La liste des emplois composant ces services communs est retracée dans une fiche d'impact par service, jointe en annexe de la présente convention.

Ils seront placés sous l'autorité hiérarchique du Directeur Générale des Services Techniques et des directeurs de services concernés conformément à l'organigramme joint **en annexe 1** de la présente convention.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Le service commun Services Techniques est géré par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et lui est rattaché.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), les fonctionnaires et agents non titulaires de la commune de Grasse qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service en commun sont transférés de plein de droit à la CAPG.

En application de ce même article, les fonctionnaires ou agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service commun, sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, de la CAPG pour le temps de travail consacré au service commun. Leur situation est régie par une convention spécifique de mise à disposition.

Les agents sont individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert ou à la mise à disposition conformément au L5211-4-2 du CGCT.

Pour les agents concernés par un transfert, ceux-ci sont transférés en vertu du premier alinéa du présent article et conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-83 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L5211-4-2 alinéa 5 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents.
Ces fiches sont **présentées en annexes de 2 à 8.**

ARTICLE 4 : GESTION DU SERVICE COMMUN

Les agents fonctionnaires et agents non titulaire qui exercent en totalité leur fonction dans le service commun ou partie de service, sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la CAPG.

4.1. Pouvoir de l'autorité gestionnaire

La CAPG, autorité gestionnaire, dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, le Président de la CAPG, dispose du pouvoir d'évaluation des personnels mis en commun. Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein de la commune de Grasse si celle-ci le souhaite. Ce rapport assorti le cas échéant pour les fonctionnaires d'une proposition d'évaluation est transmis au Président de la CAPG qui établit cette évaluation.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de la CAPG, mais sur ce point le maire de la commune peut émettre des avis ou des propositions.

Les agents seront également rémunérés par la CAPG.

La CAPG prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Elle fixe les conditions de travail des personnels transférés et prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la commune qui sur ce point émettre des avis.

La CAPG délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale, après avis de la commune si celle-ci en formule la demande.

4.2. Modalité d'exécution des missions

Le Président de la CAPG prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Les évolutions ainsi que toutes modifications fonctionnelles du service mis en commun sont sous son entière responsabilité.

Il appartient à l'ensemble du personnel constituant le service commun, indépendamment de sa collectivité d'origine, de ses statuts, d'effectuer des missions pour le compte de la commune de Grasse et de la CAPG.

Toutefois les agents mis en commun peuvent être amenés à travailler prioritairement sur le territoire de leur commune d'origine.

ARTICLE 5 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de la CAPG ou le maire de la commune signataire de la convention, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 6 : MISE A DISPOSITION DES BIENS -VEHICULES

Les biens affectés au service commun restent acquis, gérés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAPG.

La commune s'engage à garantir l'usage des véhicules de services, nécessaires pour assurer l'activité du service commun sur l'ensemble des sites d'intervention.

ARTICLE 7 : CONTRATS-MARCHES-CONVENTIONS

Les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge de la commune de Grasse pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets de la commune.

De la même manière, les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge de la CAPG pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets de la CAPG.

Dans le cas d'une utilisation de ces prestations par les services communs, la Commune sollicitera le remboursement à la CAPG et inversement.

La CAPG pourra toutefois procéder à la passation de marchés publics pour des besoins relevant de l'activité des services communs indifféremment des interventions ou projets.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les agents transférés agissent sous la responsabilité de la CAPG.

Les sommes exposées au titre de cette gestion commune relèvent des remboursements de frais visés à l'article 9 de la présente convention.

En cas d'affectation partielle d'un agent à un service commun, les agents mis à disposition agissent sous la responsabilité de la CAPG lorsqu'ils remplissent leur fonction au sein du service commun et sous la responsabilité de leur structure d'origine pour les fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été mis à disposition.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité de technique de l'article 7 et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 12 des présentes.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

9.1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le remboursement par la commune à la CAPG se réalise en application du décret D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement définies par la CAPG et la commune.

Sont prises en compte, les charges liées au fonctionnement du service et notamment les charges de personnel (rémunération des agents, régime indemnitaire et autres primes).

Pour toutes les autres charges et en l'occurrence celles liées à l'occupation des locaux et à l'utilisation du matériel dédiée au fonctionnement du service un forfait de 5 % sera appliqué sur la base de la masse salariale brute.

Ce dernier sera donc remboursé à la collectivité qui en supportera la charge.

9.2. Détermination des unités de fonctionnement

La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service commun exprimée en unités de fonctionnement.

Il est convenu que l'unité de fonctionnement s'effectuera sur la base du nombre de jours effectifs d'utilisation du service commun par la commune signataire, converti en pourcentage conformément à l'annexe jointe à la présente convention (**Annexe 9**).

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service commun, convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états trimestriels dressés par le chef du service commun.

Concernant le service atelier, la CAPG remboursera au coût réel à la Commune les fournitures et matériels nécessaires au fonctionnement du service commun sur la base d'un état récapitulatif trimestriel.

Pour toutes les autres charges notamment liées à l'occupation des locaux et du matériel, un forfait de 5 % sera appliquée sur la base de la masse salariale brute et sera remboursée à la Ville de Grasse qui en supporte la charge.

9.3. Délai de calcul du montant de remboursement

Le coût unitaire est défini à partir des dépenses du dernier compte administratif, actualisé des modifications prévisibles de l'année d'exercice au vu du Budget primitif.

Il est porté à la connaissance de la commune chaque année avant le vote du budget. Le nouveau coût unitaire de l'année sera notifié à la commune par courrier.

9.4. Délai de remboursement

Le remboursement prévu au présent article s'effectuera annuellement à compter de la date de notification du montant du remboursement aux communes parties à la convention par un prélèvement annuel sur l'attribution de compensation de la Commune conformément aux dispositions de l'article L5211-4-2 du CGCT.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service commun convertis en unités de fonctionnement

9.5. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et les dépenses spécifiques des services municipaux et communautaires restent à la charge exclusive de la partie demandeur.

ARTICLE 10 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SERVICE COMMUN

Un suivi de l'application de la présente convention pourra être mis en place afin d'examiner les effets de cette mise à dispositions. Il peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 pour une durée illimitée. Elle prendra fin de plein droit en cas de disparition du service commun.

ARTICLE 12 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision du domaine mutualisé et/ou des niveaux de services assurés par la CAPG pour le compte de la commune signataire peut être envisagée par les parties. Elle devra faire l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution de l'impact sur les ressources et moyens et la capacité de la CAPG à les prendre en compte. Cette évolution pourra déboucher sur une révision des modalités de remboursement. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 13 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant, dûment approuvé et signé par les parties

ARTICLE 14 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement par l'un des parties, par délibération de son organe délibérant, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 6 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer les modalités de résiliation de la convention notamment les modalités de retour du personnel dans la commune d'origine ainsi que dans la détermination des montants des éventuels remboursements.

De même les contrats éventuellement conclus par la CAPG pour des biens ou des services transférés ou mis à disposition pourront être transférés à la commune concernée pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée au bon soins de la Communauté dans les contrats conclus par elle pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 15 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Annexes :

- Organigramme du service commun (**annexe 1**)
- Fiche d'impact sur les effets de la mise en commun du service (**annexes de 2 à 8**) :
 - Annexe 2 - Fiche d'impact direction générale des services techniques agents ville de Grasse
 - Annexe 3.1- Fiche d'impact service atelier agents CAPG
 - Annexe 3.2- Fiche d'impact service atelier agents ville de Grasse
 - Annexe 4.1- Fiche d'impact service travaux bâtiments agents CAPG
 - Annexe 4.2 - Fiche d'impact service travaux bâtiments agents ville de Grasse
 - Annexe 5 - Fiche d'impact service sécurité-incendie agents ville de Grasse
 - Annexe 6.1- Fiche d'impact service entretien des locaux agents CAPG
 - Annexe 6.2- Fiche d'impact service entretien des locaux agents ville de Grasse
 - Annexe 7.1- Fiche d'impact service voirie/réseaux agents CAPG
 - Annexe 7.2- Fiche d'impact service voirie/réseaux agents ville de Grasse
 - Annexe 8 - Fiche d'impact service études et grands projets
- Détermination du coût unitaire de fonctionnement du service commun (**annexe 9**)

Fait à Grasse, le xxxxxxxx,

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,**

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes

Pour la Commune de GRASSE,

La première adjointe au maire,

Valérie COPIN